



Human Rights Watch, groupe international de défense des droits de l'homme, a déclaré que la décision des États-Unis de mettre fin aux avantages commerciaux du Cameroun au titre de la loi sur la croissance économique en Afrique (AGOA) devrait constituer un avertissement pour les autorités.

Dans un rapport publié ce mardi, Human Rights Watch indique que les forces de sécurité camerounaises sont coupables d'atteintes aux droits commises dans le Grand Nord et les régions anglophones depuis 2017, et appelle le gouvernement à utiliser la sanction américaine pour traiter efficacement le problème dans le pays.

Le groupe note que, bien que le gouvernement ait pris des mesures positives en libérant certains prisonniers politiques, il continue de violer les droits de certains de ses citoyens. Un exemple étant les actes de torture et l'arrestation de certains sympathisants du MRC.

Le vendredi 1^{er} novembre 2019, le président des États-Unis, Donald Trump, a annoncé qu'il était sur le point de mettre fin aux avantages commerciaux du Cameroun au titre de la loi AGOA sur la violation flagrante des droits de l'homme.

L'AGOA permet aux pays d'Afrique subsaharienne d'exporter aux États-Unis sans droit de douane, à condition que le gouvernement du pays ait mis en place ou progresse dans

l'instauration de la primauté du droit, du pluralisme politique, d'un procès équitable, ainsi que des normes de protection équitable, conformément à la loi.